



Extraits de l'introduction de Maurice Najman

Le Chili est proche,

Maspero 1974

Des C. U. P. à l'Assemblée populaire de Concepcion

Pour mener la campagne électorale, l'Unité populaire met en place un réseau de comités d'Unité populaire (C. U. P.) dans les villages, les usines, les quartiers, qui réunissent, outre les membres des partis engagés dans la coalition, des militants non organisés. Ce sont ces comités qui donneront à la campagne électorale une combativité sans précédent. Bien qu'ayant souvent une base de masse sur le plan local, les C. U. P. provinciaux et le C. U. P. national seront limités à une représentation d'état-major. Après la victoire électorale, de nombreux militants révolutionnaires, membres de la gauche du Parti socialiste essentiellement, lutteront pour le maintien des C. U. P., en proposant d'en changer la nature. Il s'agit, comme le propose la résolution politique du congrès du P. S. à La Serena (janvier 1971), « de convertir les C. U. P. en instruments du pouvoir politique des masses laborieuses dans le nouvel Etat », dans la perspective de construire « depuis la base une nouvelle structure politique qui aboutisse à une Assemblée du peuple ». En août 1971, plusieurs C. U. P. de Santiago appelleront les autres organisations du même type à se fédérer démocratiquement de la base au sommet en leur proposant de prendre à leur compte la première grande bataille politique qui déchire l'U. P. : la lutte contre l'indemnisation des compagnies américaines de cuivre. Ce combat sera l'occasion du premier et important rapprochement politique national entre le P. S., le M. I. R. et le M. A. P. U. Mais la force des appareils sera plus puissante et, en définitive, les C. U. P. s'éteindront doucement faute de se voir proposer, par le P. C. en particulier, autre chose que des tâches de propagande générale, qui ne répondaient en rien aux besoins de la nouvelle période.

Pourtant, quelques mois plus tard, le 27 juillet 1972, à Concepcion, la C. U. T. provinciale, le commando des *pobladores*, le conseil provincial paysan, la fédération provinciale des étudiants et la fédération des étudiants de l'université de Concepcion lancent un appel : « Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du Parlement ! » Cet appel est immédiatement approuvé par une « déclaration des cinq », signée par le M. I. R., le P. S., le M. A. P. U., la Gauche chrétienne (I. C.) et le Parti radical. 149 organisations de masse (syndicats de base, groupements sociaux divers, etc.), représentant environ 5 000 travailleurs adhèrent à l'appel. L'assemblée de Concepcion n'était en fait qu'une sorte d'assemblée de front unique, mais son enjeu fut historique. La discussion s'engagea entre ceux qui voulaient qu'elle ne fût qu'un forum de discussions et de critiques à l'usage des travailleurs, et ceux qui, prenant comme axe du problème la question du pouvoir, soutenaient que l'assemblée devait prendre la forme d'une tribune d'agitation et de propagande pour l'impulsion et le développement d'organismes de double pouvoir. La motion présentée par le comité régional du M. I. R. proposant « la création par la base de conseils communaux de travailleurs à la campagne et dans les villes » fut adoptée. L'assemblée elle-même n'eut que quelques réunions, mais son importance peut être saisie à la lumière des réactions qu'elle suscita. Au grand scandale de la bourgeoisie protestant contre « la menace pesant sur les institutions » s'ajoutèrent des déclarations comme celle du sénateur Jorge Montes (P. C.), allant jusqu'à qualifier la décision prise d'« expression de la contre-révolution », ou celle du comité régional du P. C. de Concepcion : « Le Parti communiste déclare que la situation produite ne peut durer, car elle sert aux ennemis du gouvernement. » Par contre, le journal du M. I. R. titrait⁴ : « Le peuple l'a décidé à Concepcion : formons les conseils communaux de travailleurs ! », tandis que l'éditorial proclamait : « L'affrontement de plus en plus violent qui se développe au Chili entre les travailleurs et les patrons trace de manière définitive les grandes lignes de ce processus. Il y a la ligne que les masses doivent suivre et qui consiste à prendre en main le problème du pouvoir pour le résoudre en leur faveur, et la ligne de la réaction, qui tire contre le peuple à partir des organes d'Etat qu'elle contrôle : le Parlement, la justice, la bureaucratie. Entre ces deux lignes principales, les réformistes agissent de fait dans le sens de les confondre, de diviser et de freiner le mouvement des masses et se cantonnent ainsi peu à peu en marge du processus. »

Comment comprendre, au-delà de leur enjeu historique, l'échec de la lutte pour le maintien et la transformation des C. U. P., et les limites de l'assemblée de Concepcion dans ses réalisations et sa permanence ? Mais comment expliquer aussi que l'idée et la pratique

4. *El Rebelde*, n° 41, 1^{er} août 1972.

du double pouvoir ont pu se matérialiser au niveau régional, dans la réunion et l'appel de l'assemblée ?

Les idées ne peuvent devenir « forces matérielles » que lorsqu'elles s'emparent des masses, lorsqu'elles fusionnent avec un mouvement social. C'est l'expression du pouvoir social des masses qui rend possible la confrontation avec l'Etat et les appareils bureaucratiques, pour le pouvoir proprement politique. La lutte pour donner une structure à la situation potentielle de double pouvoir, ouverte par l'accès de l'U. P. au gouvernement, ne pouvait aboutir qu'en s'articulant au mouvement propre des masses, revendiquant dans leurs lieux de travail et de vie le contrôle et la gestion de leurs propres affaires.

Ce sont les premières mesures de nationalisation qui créeront cette dynamique sous la double forme de la lutte pour l'extension de l'aire de propriété sociale et de la lutte pour la gestion ouvrière des usines expropriées.

La pression des travailleurs, sous forme de grèves et d'occupations réclamant l'intervention de l'Etat, sera si forte que, juste avant la crise d'octobre 1972, on comptabilisera 167 entreprises réquisitionnées ou « intervenues »⁵ ; mais, fait plus important encore, sur 167 entreprises, 43 seulement (26 %) faisaient partie de la « sélection » inscrite dans le programme de l'U. P. Dans les usines étatisées, contre le bureaucratisme du système de cogestion mis en place, les travailleurs imposeront souvent que l'interventor soit un ancien responsable syndical et non un technicien, ou un militant « parachuté » ; de même la lutte pour la « direction ouvrière » deviendra un des thèmes les plus utilisés par les syndicats « à gauche », et plus tard par les cordons industriels.

C'est au même processus que nous assistons dans les campagnes. On sait que la réforme agraire avait été commencée par le gouvernement Frei, dans le cadre de son projet réformiste-bourgeois. Avaient été mis en place alors l'appareil institutionnel d'exécution de la réforme et les syndicats paysans qu'on tentait de confiner dans les luttes économistes à caractère corporatiste. L'U. P. hérite de ce double appareil un appareil bureaucratique qu'elle investira et un mouvement syndical qu'elle gagnera peu à peu (en particulier au moment des scissions de la D. C.). Sous la direction de Jacques Chonchol, ministre de l'Agriculture, l'U. P. accélère considérablement l'application de la loi de réforme agraire votée lors de la « révolution dans la liberté », mais elle n'en change pas fondamentalement le contenu, que ce soit à propos de la limite d'expropriation (80 hectares-base), de la formation d'*asentamientos* (tendant à la constitution d'une petite-bourgeoisie agraire), mais surtout du frein mis à la mobilisation et à l'initiative autonome des larges masses paysannes. Ainsi par exemple, alors que moins de 15 % de la force de travail rurale est syndiquée (fin 1970) et qu'environ 30 000 familles seulement sont intégrées aux *asentamientos*, le décret de formation des conseils communaux pay-

5. C'est-à-dire en voie de nationalisation.

tionnelle » sur le gouvernement. Mais le fait que la « sédition » a été animée de bout en bout sur la base des *gremios* et collègues professionnels, et non sur la base des partis bourgeois, met face à face, en toute clarté, les classes en présence. La « grève » confronte directement patronat et salariat, en montrant que malgré tous ses efforts la petite-bourgeoisie propriétaire n'a réussi en rien à entraîner une partie des producteurs. Elle montre aussi qu'à aucun moment les différents secteurs de la bourgeoisie n'ont été réellement unifiés dans leurs intérêts profonds, alors qu'au contraire l'unité profonde de la classe ouvrière, des exploités des villes et des campagnes, s'est démontrée avec force.

La rupture du mythe d'une *alliance* possible entre le prolétariat et les « couches moyennes » fonctionne comme catalyseur de la formation, par le bas, de l'alliance révolutionnaire ouvriers-paysans, seule alliance à pouvoir porter à son terme le projet socialiste. Mais cette alliance ne peut exister et se fortifier que si elle est vertébrée par le prolétariat organisé. Le développement des cordons industriels, dirigés par les délégués des petites et moyennes entreprises industrielles, ne peut se comprendre autrement : la classe ouvrière, placée face aux nouvelles tâches de la période, crée de nouvelles organisations qui ne correspondent pas aux nécessités de la défense de la force de travail, mais à celles du combat politique pour le pouvoir.

Les cordons industriels, formés sur une base territoriale, s'attacheront à régler par leurs propres moyens les questions du transport, en réquisitionnant bus et camions, du ravitaillement, en aidant à la constitution des comités de contrôle des prix et d'approvisionnement (J. A. P.) sur la base du quartier ou de la commune.

En octobre 1972, 65 nouvelles entreprises sont intégrées au secteur de propriété sociale, portant ainsi le nombre total à 232. Parmi ces 65 entreprises, 9 seulement faisaient partie du programme de nationalisation. Preuve de la pression croissante des masses en faveur des expropriations, on a calculé qu'en octobre 1972 fut réquisitionné 20 % du total des entreprises nationalisées depuis le début du processus. Et, lorsqu'en janvier 1973, le ministre communiste de l'Economie Orlando Millas proposa d'établir une délimitation nette entre les secteurs privé, mixte et socialisé de l'économie, dont la première conséquence était la rétrocession de 43 entreprises à leurs anciens propriétaires, les cordons industriels barricadèrent pendant plusieurs jours les extrémités des avenues industrielles, décrétant les secteurs ainsi délimités « territoires libres aux mains des travailleurs ». Devant cette levée en masse, le gouvernement céda, et dut compter désormais avec les cordons, comme force *indépendante*, alors que la C. U. T. s'intégrait de plus en plus à l'appareil gouvernemental.

L'U. P., plutôt que de profiter de l'échec de la mobilisation bourgeoise et de la force croissante du mouvement de masse, rétablit la situation sans se dégager de l'horizon de la petite-bourgeoisie, c'est-à-dire en appelant à « l'ordre », à « l'état de droit », en

sans n'autorise que les organisations à caractère juridique à y être représentées. Voilà donc la majorité des petits paysans, des ouvriers agricoles, des saisonniers et de leurs familles exclus de tout contrôle sur le processus d'expropriation. Pourtant, à partir de novembre 1970, grèves et occupations de terres se multiplient, tandis qu'on passe, avec les mois, des grèves à caractère corporatiste aux occupations à caractère expropriateur. La comparaison entre les années 1970 et 1971 est éloquente. En 1970, sur les 2 036 conflits enregistrés, on comptera 1 580 grèves et 456 occupations ; en 1971, sur les 3 037 conflits, il y aura 1 758 grèves et 1 278 occupations. Le pourcentage des grèves passe de 77,60 % à 57,90 %, celui des occupations de 22,40 % à 42,10 % et cette tendance ne fera que s'accroître. Le mouvement d'occupation, impulsé en grande partie par le M. I. R., est marqué par la mobilisation d'avant-garde du prolétariat rural : c'est dans les communes qui concentrent la plus grande proportion d'ouvriers agricoles (34 % de la force de travail rural), et qui ne représentent que 20 % du total des communes du Chili, que se sont réalisées 75 % des occupations. Accélération des expropriations, diminution de 80 à 40, et même 20 hectares-base (selon les régions et la qualité de la terre), formes collectives d'exploitation de la terre, formation de conseils paysans démocratiques, tels sont les objectifs du mouvement d'occupation des terres.

Ainsi la lutte politique pour le pouvoir se charge peu à peu d'un contenu social avancé ; l'assemblée de Concepcion en exprime la réalité, tout en scellant la fin d'une période. Ce sera « l'insurrection de la bourgeoisie » en octobre 1972 qui montrera que le « pouvoir populaire », loin d'être « le fruit de l'imagination échauffée de secteurs radicaux de la petite-bourgeoisie » devient la propre création de la classe ouvrière et de la paysannerie en mouvement.

Octobre 1972 ou la rupture de la voie chilienne

Lorsque la grande bourgeoisie appelle en octobre les patrons, les petits propriétaires, les commerçants, les collègues d'avocats, de médecins, d'ingénieurs, les techniciens à paralyser l'activité du pays, elle ne réussit pas à bloquer les activités productives, mais crée à l'inverse les conditions d'une réactivation des forces ouvrières à un niveau supérieur.

Les ouvriers occupent les usines et les font tourner sous leur propre contrôle ; les tâches techniques délaissées par les ingénieurs sont prises en charge par les travailleurs. En définitive, après le dixième jour de la grève, le rapport des forces se modifie, le prolétariat est à l'offensive, et la direction du mouvement semi-insurrectionnel (au départ) passe aux fractions dont les objectifs, plus prudents, s'expriment sous la forme d'une pression « consti-

par les troupes paramilitaires du Parti national et de « Patrie et liberté », des piquets de grève se mettent en place, les femmes des deux quartiers manifestent et occupent les jardins du Parlement : la contre-révolution est dans la rue. La démocratie chrétienne s'engage publiquement aux côtés des « séditeux ». Et tandis que la gauche révolutionnaire appelle à la contre-offensive, le gouvernement, contre l'avis du P. S. et du M. A. P. U., sous la pression du P. C., engage le « dialogue » avec la démocratie chrétienne pour « éviter la guerre civile » et appelle une nouvelle fois les militaires pour préserver la « sécurité nationale ».

Le 9 août se met en place un nouveau cabinet civilo-militaire qui ne fera qu'augmenter la désorientation des travailleurs. Le développement de l'initiative révolutionnaire les masses se fera donc sans orientation claire, sans perspectives nettes, et bien que cette période soit favorable au développement du M. I. R., du M. A. P. U. et de la gauche du P. S., la fusion du programme révolutionnaire avec les masses ne se fait pas en termes d'alternative nationale, mais reste encore limitée aux activités de base. Pourtant, parce que l'offensive de la bourgeoisie est clairement politique, le « pouvoir populaire » connaîtra une extension quantitative et qualitative telle qu'elle obligera les partis de l'U. P. à des redéfinitions internes, et donnera l'occasion au président, maintenant nommé « constitutionnel » de jouer mieux son rôle de Bonaparte médiateur de la lutte des classes.

L'extension du double pouvoir se fera sur une base communale. Ceci a son importance, non seulement parce que la commune est l'unité de pouvoir dans la « société civile » et qu'elle est la base de la formation de l'alliance ouvriers-paysans, mais surtout parce que les organisations communales confrontées à la réalité du pouvoir d'Etat (mairies, intendants provinciaux, tribunaux...) élèveront à ce niveau leurs formes d'organisations et le contenu explicite de leurs objectifs. L'établissement de la dualité de pouvoir sur le plan communal sera aidé par une des caractéristiques de la société chilienne. Le Chili est urbanisé à soixante-dix pour cent mais plus encore la nature de cette urbanisation permet la structuration démocratique et autogestionnaire du pouvoir politique et social des masses. Car au-delà d'un noyau administratif, les villes chiliennes sont entourées par des hectares de *poblaciones* souvent construites en partie par les habitants. Cet aspect de la vie urbaine développe un type de relations sociales favorisant la « démocratie directe ». L'organisation de la *poblacion* Nueva Habana était de ce point de vue exemplaire. La *poblacion* se divise en vingt-quatre blocs, chacun avec une direction élue par les habitants du bloc. Il y a un délégué par bloc pour assurer la direction générale, plus sept membres d'une sorte de commune, élus par la population au suffrage universel une fois par an. L'activité sociale est organisée par « fronts » (santé, sécurité et surveillance, culturel, scolaire, ravitaillement, construction) auxquels participent les habitants de chaque bloc. Animée par des militants du M. I. R., cette expérience était bien entendu

somme à l'armée qui en est l'essence. L'entrée de militaires dans le gouvernement « populaire » rétablit la situation institutionnelle mais éloigna encore un peu plus les masses auto-organisées de leur gouvernement. Entre l'enthousiasme de la victoire et le début de la défiance, le mouvement des masses a pris la voie concrète de la lutte pour le pouvoir partiel, vers la lutte pour le pouvoir total.

Du cordon industriel au commando communal

La « voie chilienne » est brisée, le gouvernement « populaire » défiguré par la participation de militaires « constitutionnalistes », la bourgeoisie fait ses comptes, récupère ses forces, se prépare pour une deuxième offensive générale. L'activité des cordons s'étend et s'organise : désormais ce sont les travailleurs de plusieurs entreprises qui se mobilisent pour l'expropriation d'une usine de leur zone. Le « tankazo » du 29 juin 1973 sera l'occasion de montrer une nouvelle fois la capacité de mobilisation des cordons : en quelques heures, ils occupent les usines, forment les brigades d'autodéfense territoriale, font converger les colonnes d'ouvriers vers le centre de Santiago.

Mais la direction « officielle » de l'U. P. une fois de plus, s'appuiera sur l'appareil d'Etat pour « réprimer la sédition » : c'est le général Prats, chef de l'état-major, secondé par Pinochet, qui obtient la reddition du colonel Souper, tandis que les centaines de milliers de travailleurs, accourus sur les lieux pour réclamer des armes, sont soigneusement tenus à distance. Le *pronunciamiento* du 2^e régiment blindé apparaît plutôt comme un avertissement. L'armée n'est donc pas totalement fidèle à la Constitution, des officiers de haut rang complotent contre la révolution, la presse de gauche publie même des noms — va-t-on prendre les mesures qui s'imposent ? Altamirano écrit à Allende (les lettres ont été publiées par la junte) réclamant une épuration de l'état-major. Les cordons, appuyés surtout par le M. I. R., avancent l'idée de milices. Le M. I. R. et le M. A. P. U. engagent une campagne en direction de la troupe, appelant les soldats à « désobéir aux officiers putschistes », à s'organiser en relation avec les organisations populaires, à lutter pour les libertés démocratiques dans les casernes. L'armée s'habitue aux tâches de répression : la loi de contrôle des armes (votée par la majorité des députés de gauche) lui donne le droit de perquisitionner quand bon lui semble dans les usines et les quartiers populaires à la recherche d'armes. Elle s'en servira plus de cent vingt fois au mois d'août. Les attentats se succèdent. Et le 27 juillet le *gremial* des propriétaires de camions déclare la grève, paralysant les activités économiques et la distribution des marchandises. Par vagues successives, les commerçants et les « professionnels » entreront dans la grève. Mais cette fois les choses ne sont pas laissées à la « spontanéité » de la petite-bourgeoisie. Encadrés

très avancée, et des délégués des autres *poblaciones* séjournaient souvent à Nueva Habana pour y faire un « stage ».

Pour satisfaire les besoins sociaux quotidiens, des commandos communaux de ravitaillement se forment qui organisent le rationnement démocratique sous la forme du ravitaillement direct ou de la *canasta popular*. Dans certaines communes ont été créés des commandos communaux de santé, tandis que dans le Sud en particulier, mais aussi autour de Santiago, les conseils communaux paysans, démocratiquement élus sur la base de secteurs communaux, se fédèrent provincielement et régionalement. A Santiago se crée une coordination des cordons industriels. Ainsi se développent les commandos communaux de travailleurs, qui réunissent au niveau communal les délégués des ouvriers, paysans, *pobladores*, étudiants, ménagères, etc. Ce sont ces organisations, véritables « autogouvernements » locaux, que la bourgeoisie dénoncera, les traitant, à juste titre, de « soviets ». Là où ils existent, les commandos communaux de travailleurs organisent le ravitaillement, la réquisition des transports, le contrôle des prix, règlent certains problèmes urbains (routes, téléphone, construction...) et, à ce titre, se présentent comme véritable autorité légitime et entrent en conflit avec l'appareil d'Etat et ses structures.

Contrairement aux cordons industriels, maintenant « acceptés » par tous, les commandos communaux doivent faire face à l'hostilité ouverte du P. C., et le soutien, à l'intérieur de l'U. P., du P. S., du M. A. P. U. et de l'I. C. ne suffira pas à donner une impulsion nationale à leur formation. Tout reste encore fortement dépendant des rapports de force locaux. Ainsi, ni les cordons, ni les commandos n'auront pu à temps se structurer nationalement et donner au mouvement révolutionnaire des masses une direction politico-militaire, mais ils resteront fragmentés et atomisés, aucune des forces politiques se réclamant d'eux n'ayant eu la force, la possibilité, ou même le désir d'être reconnue comme avant-garde politique réelle.